



## Réalisation d'étude de faisabilité des bâtiments publics Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage

\*\*\*\*\*

### Entre

La commune de **OLLIIOULES** représentée par **Monsieur Robert BENEVENTI**, Maire, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n° ..... en date du ....., désigné ci-après par l'appellation "la commune",

N° de SIRET : **21830090300018**

### Et

Le **SYMIELECVAR** représenté par **Monsieur OLLAGNIER Michel**, son Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération n°51 du 8 octobre 2020, désigné ci-après par l'appellation "le SYMIELECVAR",

N° de SIRET : **25830274400044**

### Préambule :

Le SymielecVar a été retenu par l'ADEME en tant qu'opérateur départemental de développement des énergies renouvelables thermiques sur le Var. Dans ce contexte, le Syndicat propose aux communes du Var de faciliter la réalisation d'études sur les énergies renouvelables. Cette convention de mandat permet donc aux communes de déléguer les études passées par bons de commande.

### Ceci ayant été rappelé, il est convenu ce qui suit :

#### Article 1 - Objet

Au vu des dispositions de la loi MOP (relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée), la commune mandate le **SYMIELECVAR** par la présente convention pour assurer la maîtrise d'ouvrage de réalisation d'étude de faisabilité du/des bâtiment(s) réalisés sous maîtrise d'ouvrage du **SYMIELECVAR**, opération identifiée comme suit :

Commune de **OLLIIOULES**, Adresse : **Allée des Bleuets**

Nom : **Réseau technique « Complexe Aldo Piémontesi ».**

La commune participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions prévues dans sa délibération **susvisée** et dans l'**Annexe Financière Prévisionnelle (AFP)** spécifique à l'opération et jointe à la présente convention, et ce selon les modalités précisées à l'article 4 ci-après.

#### Article 2 – Fondement juridique

Cette convention se fonde sur les articles L2410, le Livre IV - Partie II du Code de la Commande Publique codifiant les dispositions de la loi MOP (relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) partiellement abrogée et de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.

#### Article 3 - Contenu de la mission du SYMIELECVAR

La mission confiée au **SYMIELECVAR** par la commune pour cette opération porte sur les éléments suivants :

- Réalisation d'étude de faisabilité conforme aux cahiers des charges ADEME, le cas échéant ;
- Gestion administrative et comptable de l'opération ;
- Gestion des contentieux avec les prestataires.

## Article 4 - Modalités Financières

### 4.1 Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par le SYMIELECVAR après validation de la commune. Son montant est inscrit à l'**Annexe Financière Prévisionnelle (AFP)** jointe au présent document. Dans le cas où au cours de l'opération, la répartition financière entre les parties conduirait à une majoration de 10% de la participation de la commune, un avenant à la présente convention serait à passer, assorti d'une délibération de l'assemblée délibérante validant les termes de cet avenant.

### 4.2 Enveloppe financière définitive

L'enveloppe financière définitive est déterminée par le SYMIELECVAR, au coût réel, après solde de l'ensemble des prestations associées à l'opération. Le montant est inscrit à l'**Annexe Financière Définitive (AFD)** après établissement du Décompte Général Définitif (DGD) de l'opération.

### 4.3 Modalités de paiement

Les dépenses qui entrent dans le cadre de cette convention sont gérées selon le régime des opérations sous mandat « Opérations d'investissement ».

Les travaux réalisés pour le compte de tiers font l'objet d'un titre de recettes par le SYMIELECVAR dès les dépenses constatées au compte 4582, la commune inscrit les prévisions budgétaires au 2315 « Opérations d'investissement ».

Les appels à contribution de la commune sont réalisés à l'occasion de chaque dépense constatée et réglée par le SYMIELECVAR.

## Article 5 - Modalités de contrôle financier et comptable

La commune et ses agents pourront demander à tout moment au SYMIELECVAR la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

## Article 6 - Modalités de contrôle administratif et technique

La commune se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elle estime nécessaires. Le SYMIELECVAR devra donc laisser libre accès à la commune et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération. Toutefois, la commune ne pourra faire ses observations qu'au SYMIELECVAR et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

### 6.1 Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le SYMIELECVAR est tenu d'appliquer les règles applicables à la commune, figurant au Code de la Commande Publique.

Pour l'application du Code de la Commande Publique, le SYMIELECVAR est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les obligations que le Code de la Commande Publique attribue à la commune.

### 6.2 Approbation des études

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le SYMIELECVAR est tenu de solliciter l'accord préalable de la commune sur les dossiers.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la commune par le SYMIELECVAR accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

La commune devra notifier sa décision au SYMIELECVAR ou faire ses observations dans le délai de 15 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

## Article 7 - Durée de la convention

La présente convention financière est réputée effective à réception par le SYMIELECVAR de la délibération susvisée, de la présente convention et de son annexe financière "prévisionnelle" dûment signées des deux parties. Elle s'achève après règlement définitif au SYMIELECVAR de la part communale, au terme de l'opération.

La convention et son annexe mentionnées ci avant sont dûment signées par le Maire.

## Article 8 - Clauses diverses

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant numéroté et daté.

Les frais de timbres et d'enregistrement seront à la charge des parties qui entendraient soumettre la présente convention à d'éventuelles formalités administratives complémentaires.



## Article 9 - Rémunération du SYMIELECVAR

Pour l'exercice de sa mission, le SYMIELECVAR percevra une rémunération fixée à **5% du montant HT des études**.

Cette rémunération comprend tous les frais occasionnés au SYMIELECVAR par sa mission pour la réalisation de l'opération.

Pénalités applicables : sans objet.

## Article 10 - Capacité d'ester en justice

Le SYMIELECVAR pourra agir en justice pour le compte de la **commune** jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le SYMIELECVAR devra, avant toute action, demander l'accord de la **commune**.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du SYMIELECVAR.

## Article 11 - Règlement des litiges

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus express d'une des parties pour participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations, le litige pourra être soumis au Tribunal Administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait en 2 exemplaires à BRIGNOLES, le .....

Pour " la commune "

Le Maire,  
**Robert BENEVENTI**

Pour "le SYMIELECVAR"

Le Président,  
Michel OLLAGNIER

# ANNEXE FINANCIERE PREVISIONNELLE SYMIELECVAR

Commune :	OLLIOULES
Opération :	Réseau technique « Complexe Aldo Piémontesi »
Adresse :	Allée des Bleuets

III - Estimation des coûts	Cout prévisionnel en € HT	TVA	TTC	Rémunération SYMIELECVAR HT (5% du montant HT)	Rémunération SYMIELECVAR TTC	Part Commune hors aides et subventions
Etude de faisabilité	5 350,00 €	1 070,00 €	6 420,00 €	267,50 €	321,00 €	6 741,00 €

Montant Total de l'opération	Cout prévisionnel en € HT	TVA	TTC	Rémunération SYMIELECVAR HT (5% montant HT)	Rémunération SYMIELECVAR TTC	Part Commune hors aides et subventions
	5 350,00 €	1 070,00 €	6 420,00 €	267,50 €	321,00 €	6 741,00 €

Montant total TTC de l'opération	6 420,00 €	Taux subvention totale sur montant HT
Rémunération SYMIELECVAR 5% montant HT des travaux	321,00 €	
Subvention Région	- €	
Subvention Ademe 90% du HT	4 815,00 €	
Part Commune avec les aides	1 926,00 €	90,00%

Date et visa de la commune

Le Maire,